

ESKER SA (GROUP)

France | Édition de logiciels

! Opérations significatives dans au moins un pays à risque



Date de publication : 18 sept. 2018

Valable jusqu'au :: 18 sept. 2019

Performance RSE

Insuffisante

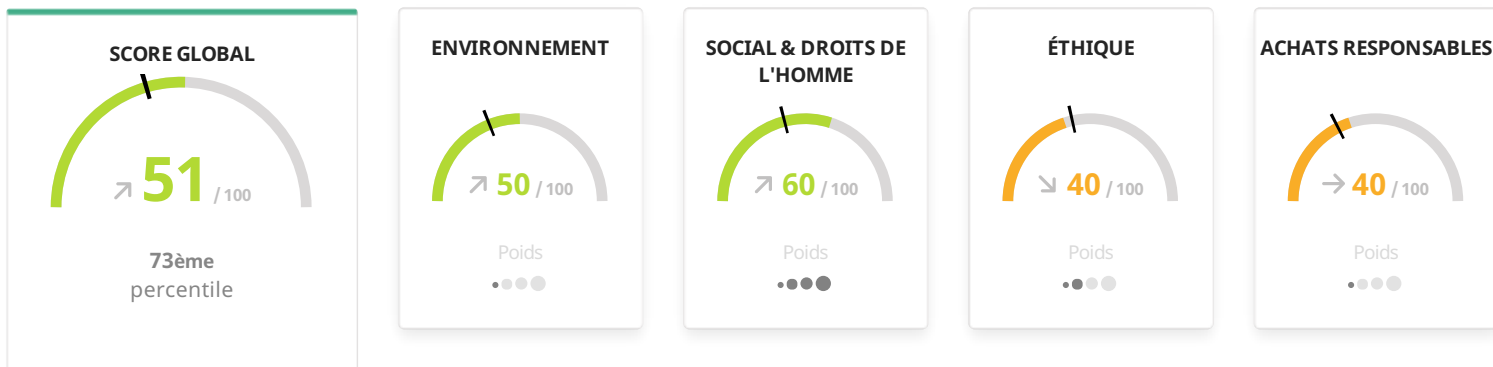
Partielle

Modérée

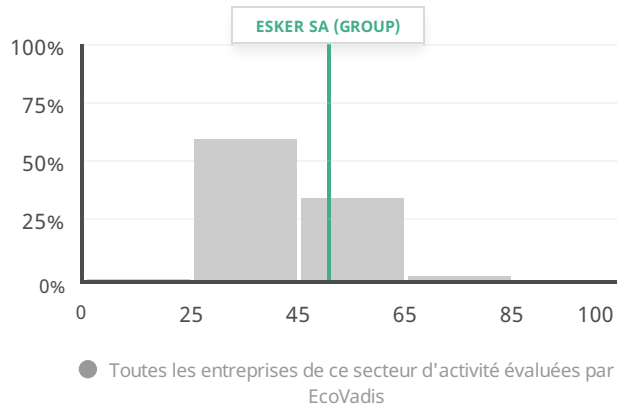
Avancée

Excellente

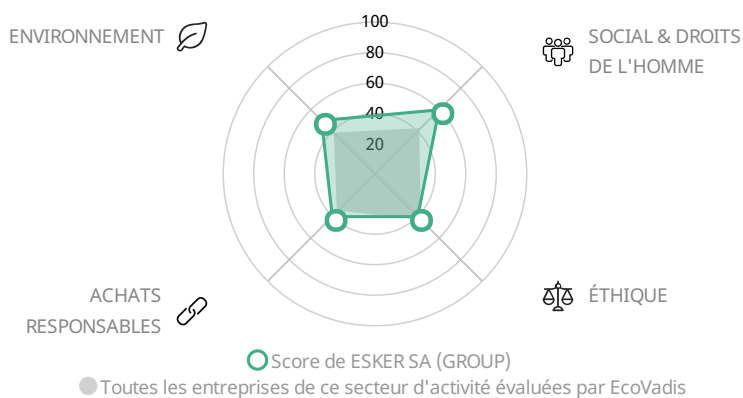
Score moyen



Répartition des scores globaux



Comparaison des scores de thème



Forces et points d'amélioration



Environnement

Poids ●●●●

Forces (6)

Actions

Forces

Pratiques de refroidissement des centres de données innovantes

Virtualisation des serveurs

Mesures d'optimisation des transports des employés ou de réduction des émissions de CO2 liées aux transports

Mesures mises en place pour recycler les déchets de papier/ carton

Mesures de gestion des déchets

Résultats

Forces

Suivi de la consommation d'énergie

Points d'amélioration (3)

Politiques

Priorité

Points d'amélioration

Élevée

Aucune documentation justificative concernant les politiques environnementales

Action corrective en retard

Moyenne

Pas d'adhésion à une initiative externe ou à des principes RSE (p.ex. Pacte Mondial)

Action corrective en retard

Résultats

Priorité

Points d'amélioration

Élevée

Reporting élémentaire sur les problématiques environnementales

Action corrective en retard



Social & Droits de l'Homme

Poids ●●●●

Forces (25)

Politiques

Forces

Politique sociale ou de droits de l'Homme sur certains enjeux [conditions de travail, diversité, discrimination et / ou harcèlement]

Responsabilités dédiées sur les questions relatives au social et aux droits de l'Homme

Actions

Forces

Congés supplémentaires au-delà des jours de vacances habituels

Régime de primes lié à la performance de l'entreprise

Convention collective sur les conditions de travail

Organisation flexible du travail accessible aux salariés (p. ex. travail à distance, horaires flexibles)

Couverture des salariés en soins de santé

Mesures proactives visant à prévenir le harcèlement en milieu de travail

Mesures visant à promouvoir l'égalité des salaires au travail

Mesures visant à promouvoir un environnement inclusif en matière de genre

Représentants du personnel ou comité de représentation du personnel (par ex. Comité d'Entreprise)

Audits externes sur les problématiques santé et sécurité

Fourniture d'équipements individuels de protection pour tous les employés concernés

Évaluation détaillée des risques pour la santé & sécurité des employés

Processus de recrutement transparent communiqué de manière claire et formelle aux candidats

Évaluation régulière (au moins une fois par an) de la performance individuelle

Mesures préventives contre le stress et l'exposition au bruit

Bilan de santé obligatoire pour tous les employés

Mesures favorisant la mobilité interne

Formation visant à développer les compétences

Comité de gestion de la santé & sécurité au travail en place

Mesures spécifiques en place pour l'intégration des personnes handicapées

Formation des employés concernés sur les risques liés à la santé et la sécurité et sur les bonnes pratiques de travail

Résultats

Forces

Reporting sur le pourcentage de femmes présentes dans les organes de gouvernance (p.ex. comité de direction, conseil d'administration)

Ne rapporte aucun accident du travail avec arrêt de travail

Points d'amélioration (4)

Politiques

Priorité

Points d'amélioration

Moyenne

Pas d'adhésion à une initiative externe ou à des principes RSE (p.ex. Pacte Mondial)

Action corrective en retard

Moyenne

Documentation justificative manquante ou élémentaire sur certains enjeux [c'est-à-dire santé et sécurité des employés, gestion de carrière et formation]

Actions

Priorité Points d'amélioration

Faible

Pas de certification du système de gestion de santé et sécurité des employés

Action corrective en retard

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Reporting basique sur les questions sociales & les droits de l'Homme

Action corrective en retard



Éthique

Poids ●●●●

Forces (4)

Politiques

Forces

Politique en matière de sécurité de l'information

Actions

Forces

Formation de sensibilisation pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information

Mesures visant à protéger les données des consommateurs/clients d'un accès ou d'une divulgation non autorisée

Certifié ISO 27001 (certification des systèmes de sécurité)

Points d'amélioration (9)

Politiques

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Pas d'adhésion à une initiative externe ou à des principes RSE (p.ex. Pacte Mondial)

Action corrective en retard

Moyenne

Aucune documentation justificative ou seulement une politique élémentaire en matière de corruption

Action corrective en retard

Actions

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Aucune documentation justificative concernant les audits des procédures de contrôle sur les questions d'éthique

Action corrective en retard

Moyenne

Aucune documentation justificative concernant une procédure d'alerte pour signaler des problèmes en matière d'éthique

Action corrective en retard

Faible

Aucune documentation justificative concernant les formations de sensibilisation à la prévention de la corruption

Faible

Aucune documentation justificative concernant une procédure d'approbation pour les transactions sensibles (p. ex. cadeaux d'affaire, invitations)

Faible

Aucune documentation justificative concernant la conduite d'une cartographie des risques de corruption

Faible

Aucune documentation justificative concernant des procédures de vérification des tiers en matière d'anti-corruption

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Pas de reporting concernant la performance sur les enjeux liés à l'éthique (p. ex. nombre d'infractions au code éthique, ...) [Le reporting est obsolète, c'est-à-dire plus de deux années civiles]

Action corrective en retard



Achats Responsables

Poids ●●●●

Forces (1)

Actions

Forces

Choix des partenaires commerciaux en fonction de critères sociaux ou environnementaux

Points d'amélioration (3)

Politiques

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Aucune pièce documentation justificative concernant les politiques d'achats durables

Action corrective en retard

Actions

Priorité Points d'amélioration

Moyenne

Pas de Code de Conduite pour les fournisseurs, ni d'évaluations ou d'audits sur site sur les enjeux RSE

Action corrective en retard

Résultats

Priorité Points d'amélioration

Élevée

Aucun reporting sur les questions relatives aux achats responsables (p. ex. pourcentage de fournisseurs évalués)

Action corrective en retard

Observations « Veille 360° »

22 mars 2017

Esker : au Top 30 des entreprises où il fait bon travailler en France

www.boursedirect.fr/fr/actualites/categorie/divers/esker-au-top-30-des-entreprises-ou-il-fait-bon-travailler-en-france-boursier-bf57a595b877fff06aaed08b8245ca6abbfe1ef1

Esker fait son entrée au Palmarès de l'Institut Great Place to Work, qui publie la 15e édition de son classement des Best Workplaces France 2017. Esker se classe dans le top 30 des entreprises où il fait bon travailler, pour la catégorie 50 à 500 salariés.

Social & Droits de l'Homme

→ Pas d'impact sur le score

30 août 2018

No records found for this company on Compliance Database


null

→ Pas d'impact sur le score


Commentaires spécifiques


 L'entreprise n'est pas incluse dans une des principales listes de sanctions/surveillance relatives à la conformité.


 Certains documents justificatifs ont été jugés trop anciens pour être inclus dans cette évaluation

 Certaines pièces justificatives fournies ont été considérées comme des réponses approfondies aux options du questionnaire et ne correspondent pas à de la documentation utilisée au sein du système de management de l'entreprise.

 Depuis la dernière évaluation, le score global a augmenté grâce à la mise en place de mesures supplémentaires.

 Un manque de reporting sur les indicateurs clés de performance concernant l'éthique des affaires est à noter, ce qui est préoccupant étant donné la taille, les activités et les implantations géographiques de l'entreprise.

 Bien que l'entreprise ait mis en place des mesures sur les problématiques environnementales, les politiques ne sont pas formalisées ou sont seulement partielles.

 Un manque d'information et de documents justificatifs concernant la mise en oeuvre de mesures sur les problématiques d'achats responsables est à noter.

Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, modifiée ou distribuée sous quelque forme que ce soit sans l'autorisation écrite préalable d'EcoVadis. Document fourni par contrat pour l'usage exclusif de l'abonné : emilie.exartier@esker.fr | 18 septembre 2018